

Un autre problème des institutions spécialisées vient du fait qu'elles se sont beaucoup écartées de leur mandat premier pour s'occuper de questions politiques relevant de l'Assemblée générale. Le Canada est décidé à freiner cette tendance. Nous sommes particulièrement préoccupés du cas de l'Organisation internationale du travail (O.I.T.). Nous la respectons pour tout ce qu'elle a accompli dans le domaine des droits de la personne et pour sa remarquable contribution au système des Nations Unies dans son ensemble. Nous voulons vraiment voir préserver sa compétence et l'impartialité de ses méthodes pour éviter qu'un État membre soit condamné sans avoir eu droit à une enquête impartiale. Je crois que bon nombre de membres partagent nos vues et oeuvreront de concert à cette fin.

Ces propositions visent principalement à améliorer nos méthodes. Si nous les mettions à exécution — et je dois avouer que je ne suis pas du tout convaincu que nous le ferons — nous serions beaucoup mieux placés pour nous attaquer aux problèmes vraiment importants; mais ces problèmes n'en seraient pas pour autant moins complexes.

Questions économiques

Il est maintenant établi que les principales préoccupations de la plupart des membres sont en réalité d'ordre économique, même si elles se manifestent de diverses façons troublantes, y compris les hostilités ouvertes. Les Nations Unies et leurs institutions ont fort à faire si l'on veut se rapprocher d'un ordre économique mondial plus juste et plus équitable. Les obstacles à franchir sont énormes, le chômage et l'inflation continuant de sévir même dans les pays les plus riches. Si la raison ne prime pas, si les exigences des uns et les réactions des autres font fi des réalités économiques actuelles, je dois vous avertir que même le Canada, pourtant loin d'être le moins généreux des pays développés, sera de plus en plus contraint de se pencher sur ses propres maux, allant jusqu'à faire abstraction des conséquences internationales d'un tel geste. Point n'est besoin de vous dire que nous ne sommes pas les seuls dans cette situation.

L'objectif du Canada est de travailler sur les bases que nous avons aidé à jeter en assurant la coprésidence de la Conférence sur la coopération économique internationale (C.C.E.I.). Si le climat s'y prête, nous allons travailler avec ardeur pour mettre au point une stratégie à la fois réaliste et largement acceptable. Dans les semaines à venir, les représentants du Canada à cette assemblée — ainsi qu'à d'autres assemblées de l'ONU et de ses institutions — annonceront de nouveaux engagements financiers de la part du Canada envers un grand nombre d'organisations internationales. Je ne vous embarrasserai pas des détails mais j'aimerais quand même dire un mot sur l'aide alimentaire.

La pénurie alimentaire mondiale a pu être atténuée par les bonnes récoltes qu'ont connues de nombreux pays. Néanmoins, les facteurs qui ont engendré la dernière crise sont toujours là, et les études effectuées dernièrement s'accordent sur la probabilité d'un manque de nourriture au cours des cinq ou dix prochaines années. Pour améliorer la sécurité alimentaire mondiale, on a proposé de constituer une réserve céréalière d'urgence de l'ordre de 500 000 tonnes. Le Canada a déjà annoncé qu'il était disposé à se joindre à d'autres donateurs pour constituer cette réserve. Je suis maintenant en mesure d'annoncer que, sous réserve de l'approbation du Parlement, nous serions disposés à fournir l'équivalent de 7,5 millions de dollars de céréales vivrières, soit environ 50 000 tonnes ou 10 p. cent de l'objectif global.